



ASSEMBLÉE NATIONALE

IE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 3

Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune

Présentation

**Présenté par
M. Gaston Blackburn
Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche**

**Éditeur officiel du Québec
1992**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de modifier la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune en ce qui concerne notamment le pouvoir d'acquisition du ministre et celui de conclure des ententes.

Ce projet modifie la définition de « résident » et précise les règles relatives à la disposition de biens saisis périssables. En matière d'infractions, il crée une nouvelle infraction à l'encontre d'une personne en possession d'une arme chargée la nuit dans un endroit fréquenté par le gibier et précise l'interdiction de tirer d'un véhicule ou d'y avoir une arme chargée.

Ce projet autorise, par ailleurs, le ministre à limiter le nombre de permis et étend le régime d'indemnisation pour couvrir les dommages causés à un tiers par toute personne qui chasse ou piège.

Enfin, ce projet augmente le nombre de membres du conseil d'administration de la Fondation de la faune du Québec, précise certains pouvoirs réglementaires et apporte des modifications de concordance.

Projet de loi 3

Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 1 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1) est modifié par le remplacement de la définition de « résident » par la suivante:

« « résident »: toute personne domiciliée au Québec et y ayant demeuré au moins 183 jours au cours de l'année précédant ses activités de pêche, de chasse, de piégeage ou sa demande d'un permis ou d'un certificat; ».

2. L'article 11 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne du paragraphe 1° et après le mot « réel », du mot « immobilier ».

3. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 18, du suivant:

« **18.1** Lorsque le bien saisi est périssable ou susceptible de se déprécier rapidement, l'agent de conservation de la faune peut en disposer de la façon prescrite par règlement.

S'il a disposé d'un tel bien et qu'ultérieurement il apparaît qu'il n'y a pas lieu à confiscation, l'agent de conservation de la faune doit, sur demande de la personne qui y a droit, lui remettre en remplacement de ce bien l'indemnité déterminée conformément au règlement. ».

4. L'article 24 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne et après le nombre « 30.2, », du nombre « 30.3, ».

5. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 30.2, du suivant :

« **30.3** Nul ne peut être en possession la nuit, dans un endroit fréquenté par le gibier, d'une arme à feu chargée ou d'une arbalète armée, sans excuse raisonnable ou à moins de pratiquer une activité de chasse permise ou d'être autorisé, en vertu de la loi, en raison de son emploi ou de ses fonctions, à être en possession d'une arme à feu. ».

6. L'article 36 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « ou piéger sur un terrain privé » par ce qui suit : « , piéger ou pêcher sur un terrain privé, ou pêcher à partir d'un terrain privé ».

7. L'article 37 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « ou un groupement de propriétaires fonciers » par ce qui suit : « , un groupement de propriétaires fonciers ou leurs représentants ou avec un organisme mandaté à cette fin par des propriétaires fonciers ».

8. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 54, du suivant :

« **54.1** Le ministre peut, à des fins de conservation, délivrer un nombre de permis inférieur à la limite fixée par règlement ou ne pas en délivrer. ».

9. L'article 57 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1° du premier alinéa par ce qui suit :

« **57.** Nul ne peut prendre place sur un aéronef, sur un véhicule, y compris un véhicule fonctionnant uniquement sur rails, ou sur une remorque tirée par un véhicule, ou prendre place à leur bord et : » ;

2° par le remplacement du paragraphe 2° du premier alinéa par le suivant :

« 2° tirer avec une arme à feu, un arc ou une arbalète à partir de cet aéronef, de ce véhicule ou de cette remorque ; ou ».

10. L'article 81 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « un titulaire de permis » par les mots « une personne qui chasse ou piège » ;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, des mots « le titulaire de permis de chasse ou de piégeage » par les mots « la personne qui chasse ou piège ».

11. L'article 82 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « Le titulaire de permis de chasse ou de piégeage » par les mots « Le chasseur ou le piégeur ».

12. L'article 110 de cette loi est modifié par la suppression, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot « maximum ».

13. L'article 128.18 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du paragraphe 1°, des mots « ou les caractéristiques du milieu » par ce qui suit : « , les caractéristiques du milieu ou le site de l'habitat sur des terres du domaine public ou sur un terrain privé » ;

2° par le remplacement, dans la dernière ligne du paragraphe 2°, des mots « ou selon les caractéristiques du milieu » par ce qui suit : « , selon les caractéristiques du milieu ou selon que l'habitat est situé sur les terres du domaine public ou sur un terrain privé ».

14. L'article 133 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « neuf » par le chiffre « 13 ».

15. L'article 162 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, après le paragraphe 3°, du suivant :

« 3.1° prescrire la façon dont un agent de conservation de la faune peut disposer d'un bien saisi périssable ou susceptible de se déprécier rapidement et, selon la catégorie ou l'espèce de bien saisi, déterminer le montant ou la façon de déterminer le montant de l'indemnité payable à la personne qui y a droit lorsque l'agent a disposé du bien ; » ;

2° par l'addition, à la fin du paragraphe 9°, de ce qui suit : « ces conditions et obligations peuvent varier notamment en fonction de l'âge du requérant ou du titulaire ; ».

16. L'article 165 de cette loi, modifié par l'article 335 du chapitre 4 des lois de 1990 et par l'article 26 du chapitre 33 des lois de 1991, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe 3° du premier alinéa et après le nombre « 30.2, », du nombre « 30.3, ».

17. La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1992, sauf l'article 13 qui entrera en vigueur le *(indiquer ici la date d'entrée en vigueur de l'article 128.18 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune)*.
